

Asie, Europe... le grand retour du charbon

Le choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient dope le recours à ce combustible très polluant

La guerre au Moyen-Orient a bouleversé les marchés du pétrole et du gaz. Elle risque en même temps d'acter le retour en grâce du plus polluant des combustibles fossiles, le charbon. Une énergie perçue comme une solution de secours relativement bon marché et facilement accessible dans les pays menacés par un tarissement des livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) en provenance du golfe Arabo-Persique.

« C'est l'année du charbon. Il va revenir partout », prédit Anne-Sophie Corbeau, chercheuse au Center on Global Energy Policy de l'université Columbia, à New York. La tendance est déjà nette en Asie. Principale cliente du gaz du Qatar, la région s'inquiète d'une rupture des approvisionnements alors que plus aucune cargaison n'a franchi le détroit d'Ormuz depuis le début du conflit. Selon des données compilées par l'agence Bloomberg, les importations asiatiques de GNL ont enregistré en mars leur plus forte baisse (- 8,6 %) depuis plus de trois ans. « L'Asie n'a pas le choix, elle doit diminuer sa demande de gaz », estime M^{me} Corbeau.

Pour éviter la panne électrique, de plus en plus de pays en appellent donc au charbon. Une énergie qui représente déjà plus de 50 % de la production d'électricité sur ce continent confronté à des besoins énergétiques massifs. Mais alors que de nombreux pays travaillaient à un calendrier de sortie, dans le cadre de plans de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la priorité est désormais d'« assurer la sécurité énergétique immédiate », résume Alicia Garcia Herrero, cheffe économiste de la banque Natixis pour l'Asie-Pacifique.

Une ressource locale

Un sentiment d'urgence qui se fait particulièrement sentir en Inde, à l'approche de l'été. La hausse des températures fait grimper en flèche la demande de courant. Pour passer le pic, les autorités ont ordonné, le 23 mars, à l'immense centrale à charbon de Tata Power située à Mundra, dans le Gujarat, et à l'arrêt depuis plusieurs mois de fonctionner à pleine capacité, soit 4 gigawatts (GW), jusqu'en juin. La Thaïlande se prépare aussi à relancer deux centrales, mises hors service en 2025. Tandis qu'en Chine, la consommation bondit, comme en témoigne la diminution rapide des stocks dans les régions industrielles du sud de ce pays

qui extrait et brûle plus de la moitié du charbon mondial.

Au Japon, comme en Corée du Sud, les règles limitant la quantité d'électricité produite à partir du combustible sont en train d'être assouplies. L'exemple sud-coréen est « révélateur », juge Anthony Knutson, responsable de la recherche sur le charbon au sein du cabinet américain Wood Mackenzie. Séoul avait intégré, en 2025, la Powering Past Coal Alliance, une coalition internationale visant à accélérer l'abandon du charbon au profit d'énergies plus propres. « Lorsque même des nations très engagées sur le plan climatique font marche arrière, cela montre à quel point les centrales à charbon sont revalorisées comme des actifs stratégiques », analyse l'expert.

Pour de nombreux pays asiatiques, le combustible apparaît comme la composante la plus « sûre » du mix énergétique. Car la ressource est le plus souvent dis-

Au Japon, comme en Corée du Sud, les règles limitant la quantité d'électricité produite à partir du combustible sont en train d'être assouplies

ponible localement, ou achetée à de grands producteurs régionaux comme l'Indonésie ou l'Australie. Elle peut aussi être stockée, là où les gazoducs ou les terminaux de GNL dépendent de flux continus.

Et les charbons thermiques transportés par voie maritime offrent une relative stabilité des prix par rapport à un marché du GNL beaucoup plus volatil. Des

avantages difficiles à ignorer dans une région confrontée à sa deuxième crise énergétique en quatre ans : en 2022, le choc provoqué par le conflit entre la Russie et l'Ukraine avait déjà gravement perturbé ses approvisionnements gaziers.

Même en Europe, une envolée des prix du gaz – et donc de l'électricité – pourrait compliquer l'adieu au charbon, pourtant bien entamé. En Italie, un pays très dépendant du gaz qatari, le Parlement a approuvé, le 31 mars, le report de dix ans – à 2038 – de la fermeture des quatre dernières centrales électriques au charbon, dont deux sont déjà à l'arrêt. L'Allemagne envisage aussi de revoir son calendrier de sortie et d'augmenter l'utilisation des capacités existantes.

« En Europe, toute prolongation d'activité ou réactivation serait probablement une mesure de court terme plutôt qu'un virage

stratégique », estime cependant M. Knutson, qui table davantage sur une accélération des technologies bas-carbone.

« Un détour, pas un demi-tour »

Il reste à évaluer dans quelle mesure les effets de la crise vont compromettre à long terme le déclin programmé de cette source d'énergie, principale contributrice au réchauffement climatique. Sa part dans la génération d'électricité au niveau mondial est tombée à 34 % en 2025, son plus bas niveau historique. Selon les dernières projections de l'Agence internationale de l'énergie, publiées en décembre 2025, la demande de charbon devait commencer à baisser d'ici à la fin de la décennie.

Un horizon qui paraît désormais compromis. « Le conflit au Moyen-Orient constitue un détour, pas un demi-tour : le déclin du charbon est retardé, mais pas remis en cause »,

insiste M. Knutson, en rappelant que les énergies renouvelables restent la source de nouvelle production d'électricité la moins coûteuse dans la plupart des marchés. Comme en Chine, où elles continuent à se déployer à un rythme record. Au Vietnam, le conglomérat Vingroup a demandé fin mars au gouvernement de pouvoir remplacer son projet de construction d'une importante centrale électrique au GNL par un projet combinant solaire, éolien et stockage par batteries.

« Le rebond du charbon est économiquement avantageux pour l'instant en raison de la flambée des prix du GNL, mais il permet juste de gagner du temps », estime aussi M^{me} Garcia Herrero. Malgré l'urgence, les pays réfléchiront à deux fois avant d'investir massivement dans des installations susceptibles de devenir obsolètes ou non rentables d'ici cinq à dix ans. ■

MARIE DE VERGÈS



Mine de charbon à ciel ouvert de Bharat Coking Coal Limited, à Dhanbad (Jharkhand, Inde), le 5 avril. YOUSUF SARFARAZ/ANADOLU VIA AFP

Les superprofits pétroliers en partie logés dans les paradis fiscaux

Durant les booms de matières premières, les firmes des industries extractives privilégient davantage les juridictions à faible fiscalité

Faut-il taxer les géants pétroliers qui, en raison de la flambée des cours de l'or noir, voient leurs profits bondir ? Plus d'un mois après le début de la guerre américano-israélienne en Iran, le débat monte en Europe, alors que les Etats commencent à mettre en place des mesures pour aider les ménages et les entreprises à passer le choc inflationniste. Et cherchent comment les financer. Vendredi 3 avril, cinq pays européens (Allemagne, Autriche, Espagne, Italie et Portugal) ont ainsi appelé Bruxelles à instaurer un tel prélèvement sur les groupes énergétiques, dans une lettre

profit des conséquences de la guerre doivent faire leur part pour alléger la charge pesant sur le grand public », insistent les ministres des finances signataires.

Seulement voilà, une partie de ces superprofits s'échappent vers les paradis fiscaux, où ils sont très peu imposés, montre une nouvelle étude, « The Global Allocation of Extractive Windfalls », publiée mardi 7 avril par l'Observatoire international de la fiscalité, le laboratoire de recherche dirigé par l'économiste Gabriel Zucman au sein de l'Ecole d'économie de Paris.

« Lorsque les prix de l'énergie ex-

Chiocchetti et Ninon Moreau-Kastler. Mais comme le montre notre étude, les entreprises extractives enregistrent davantage de bénéfices dans des paradis fiscaux pendant les périodes de boom des matières premières, ce qui réduit l'efficacité de ces taxes. »

Jeu entre filiales

Dans le détail, pour chaque dollar de profit réalisé par les groupes pétroliers, miniers et autres raffineurs, environ 0,12 dollar sont, en temps normal, déclarés dans des juridictions à faible fiscalité. Mais lors des phases de hausse des prix des matières premières, cette

sources : la base de données fiscales développée par l'Organisation de coopération et de développement économiques sur les multinationales, ainsi que des données sur les producteurs de matières premières fournies par l'entreprise spécialisée Rystad Energy et l'agence américaine S&P Global. Grâce à cela, les économistes ont passé au crible les chiffres de 77 multinationales de l'extraction, actives dans 206 pays, entre 2016 et 2023. « Nous constatons que si 76 % de leurs bénéfices sont déclarés dans les pays où elles extraient, le quart restant se répartition entre les écono-

Bien souvent, les entités situées dans les paradis fiscaux sont spécialisées dans l'assurance ou les services financiers intragroupes. Les multinationales utilisent les mécanismes intragroupes pour y déplacer une part plus grande de leurs profits lors des phases de hausse. En revanche, « ces filiales n'absorbent pas les pertes correspondantes lors des phases de repli », ajoutent les autrices.

Ce jeu entre filiales explique en partie pourquoi les taxes exceptionnelles sur les bénéfices des géants de l'énergie rapportent souvent moins que les estimations établies par les gouvernements.

Dans ce cadre, la taxe française sur les superprofits des groupes pétroliers instaurée en 2023 a ainsi ramené 69 millions d'euros seulement, loin des 200 millions d'euros attendus par Bercy, soulignait déjà une note de l'Institut des politiques publiques, publiée le 30 mai 2024. Pour y remédier, l'observatoire préconise de revoir l'assiette fiscale de ces contributions exceptionnelles. Plutôt que de fonder celle-ci sur les profits enregistrés au niveau national – par exemple la France –, ils suggèrent de fonder la taxe sur les profits mondiaux de l'entreprise, puis de